

Fiscalité Samedi 06 juin 2015

## Les négociations sur l'accès aux marchés progressent, selon Jacques de Watteville

Par Emmanuel Garessus Zurich

Le secrétaire d'Etat s'inquiète des lenteurs du processus de ratification de l'échange automatique (EAR). Lors de l'assemblée de l'Association des banques de gestion, le diplomate a assuré progresser sur le thème de l'accès au marché

«La décision prise par la Suisse en 2009 d'adopter une stratégie de conformité fiscale a été bénéfique pour la Suisse», a déclaré vendredi à Zurich Jacques de Watteville, secrétaire d'Etat aux questions financières internationales. Il en veut pour preuve l'augmentation des actifs sous gestion ces dernières années. La Suisse demeure leader mondial parce qu'elle est, selon lui, «fiable, prévisible et sérieuse». A l'occasion de l'assemblée générale de l'Association de banques suisses de gestion (ABG), le diplomate a défendu les mérites de l'échange automatique de renseignements (EAR). Au Baur au Lac, «l'hôtel le plus célèbre du monde», selon les termes de Boris Collardi, président de l'ABG, il s'est félicité des intérêts convergents de l'association et du gouvernement. «La question n'est plus de savoir s'il faut l'EAR mais comment et dans quel délai», dit-il.

La Suisse ne pourra pas figurer dans le premier groupe de pays adoptant l'échange automatique en 2016/17. Mais elle a l'intention d'appartenir au deuxième wagon. Las, «le processus de ratification nous met dans une position de demandeur», a regretté le secrétaire d'Etat. Il a ajouté que la procédure prenait trois semaines dans certains pays tandis qu'en France la décision appartient à Bercy. En moyenne, il faut compter deux ans pour mettre en œuvre une nouvelle loi en Suisse. Il sera donc difficile d'être à l'heure comme prévu en 2017. Ce processus rend difficile l'obtention de contreparties. «Si un pays adopte un standard international, il ne peut pas demander de contreparties», a fait valoir Jacques de Watteville. La Suisse entend mener de front sa stratégie en faveur d'un accès au marché financier. «Nous pouvons expliquer que si les clients sont conformes, il serait logique de leur offrir un accès aux services correspondants», a-t-il ajouté.

Sur ce point, même avec l'Union européenne, le dossier progresse, selon le diplomate. Des discussions exploratoires se poursuivent sur les services financiers, «en dépit du blocage de Bruxelles lié à la libre circulation», a indiqué le secrétaire d'Etat. Et sous l'angle bilatéral, «nous sommes à bout touchant avec l'Allemagne», a indiqué Jacques de Watteville.

Boris Collardi exprimait un peu plus tôt les trois principales priorités de l'ABG. La première est l'accès au marché, la seconde le refus d'excès de réglementation par rapport aux standards internationaux (Swiss finish), et le troisième le principe de règles du jeu équitables (level playing field), en particulier à propos de l'échange automatique d'informations. Singapour, Hongkong et les autres mettront-ils en œuvre l'EAR aussi vite que la Suisse? Singapour a par exemple décidé de mettre en œuvre Fatca en priorité.

Jacques de Watteville refuse de spéculer à ce sujet. «S'il y a des problèmes dans d'autres pays, c'est leur problème», a-t-il déclaré. «Nous devons d'abord faire le ménage chez nous. Après tout ce que

nous avons accompli depuis 2009, nous ne voulons pas retomber sur la liste noire», a-t-il lancé. Le secrétaire d'Etat hausse alors le ton: «La Suisse n'est plus un élève modèle en matière de lutte contre le blanchiment.» A l'heure de l'apéritif, certains banquiers se félicitaient de voir un diplomate montrer ses émotions.

**LE TEMPS** © 2015 Le Temps SA

Fiscalité Samedi 06 juin 2015

## Les négociations sur l'accès aux marchés progressent, selon Jacques de Watteville

Par Emmanuel Garessus Zurich

Le secrétaire d'Etat s'inquiète des lenteurs du processus de ratification de l'échange automatique (EAR). Lors de l'assemblée de l'Association des banques de gestion, le diplomate a assuré progresser sur le thème de l'accès au marché

«La décision prise par la Suisse en 2009 d'adopter une stratégie de conformité fiscale a été bénéfique pour la Suisse», a déclaré vendredi à Zurich Jacques de Watteville, secrétaire d'Etat aux questions financières internationales. Il en veut pour preuve l'augmentation des actifs sous gestion ces dernières années. La Suisse demeure leader mondial parce qu'elle est, selon lui, «fiable, prévisible et sérieuse». A l'occasion de l'assemblée générale de l'Association de banques suisses de gestion (ABG), le diplomate a défendu les mérites de l'échange automatique de renseignements (EAR). Au Baur au Lac, «l'hôtel le plus célèbre du monde», selon les termes de Boris Collardi, président de l'ABG, il s'est félicité des intérêts convergents de l'association et du gouvernement. «La question n'est plus de savoir s'il faut l'EAR mais comment et dans quel délai», dit-il.

La Suisse ne pourra pas figurer dans le premier groupe de pays adoptant l'échange automatique en 2016/17. Mais elle a l'intention d'appartenir au deuxième wagon. Las, «le processus de ratification nous met dans une position de demandeur», a regretté le secrétaire d'Etat. Il a ajouté que la procédure prenait trois semaines dans certains pays tandis qu'en France la décision appartient à Bercy. En moyenne, il faut compter deux ans pour mettre en œuvre une nouvelle loi en Suisse. Il sera donc difficile d'être à l'heure comme prévu en 2017. Ce processus rend difficile l'obtention de contreparties. «Si un pays adopte un standard international, il ne peut pas demander de contreparties», a fait valoir Jacques de Watteville. La Suisse entend mener de front sa stratégie en faveur d'un accès au marché financier. «Nous pouvons expliquer que si les clients sont conformes, il serait logique de leur offrir un accès aux services correspondants», a-t-il ajouté.

Sur ce point, même avec l'Union européenne, le dossier progresse, selon le diplomate. Des discussions exploratoires se poursuivent sur les services financiers, «en dépit du blocage de Bruxelles lié à la libre circulation», a indiqué le secrétaire d'Etat. Et sous l'angle bilatéral, «nous sommes à bout touchant avec l'Allemagne», a indiqué Jacques de Watteville.

Boris Collardi exprimait un peu plus tôt les trois principales priorités de l'ABG. La première est l'accès au marché, la seconde le refus d'excès de réglementation par rapport aux standards internationaux (Swiss finish), et le troisième le principe de règles du jeu équitables (level playing field), en particulier à propos de l'échange automatique d'informations. Singapour, Hongkong et les autres mettront-ils en œuvre l'EAR aussi vite que la Suisse? Singapour a par exemple décidé de mettre en œuvre Fatca en priorité.

Jacques de Watteville refuse de spéculer à ce sujet. «S'il y a des problèmes dans d'autres pays, c'est leur problème», a-t-il déclaré. «Nous devons d'abord faire le ménage chez nous. Après tout ce que

nous avons accompli depuis 2009, nous ne voulons pas retomber sur la liste noire», a-t-il lancé. Le secrétaire d'Etat hausse alors le ton: «La Suisse n'est plus un élève modèle en matière de lutte contre le blanchiment.» A l'heure de l'apéritif, certains banquiers se félicitaient de voir un diplomate montrer ses émotions.

**LE TEMPS** © 2015 Le Temps SA